

## *L'indépendance sera révolutionnaire ou ne sera pas. Etudiants africains en France contre l'ordre colonial<sup>i</sup>*

Par Françoise Blum, Centre d'histoire sociale du XXe siècle.

Résumé : La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF, 1951-1980) a été l'association la plus représentative des étudiants africains en France. Elle a pris des positions radicales, en se prononçant et combattant très tôt pour une indépendance totale des pays africains, indépendance qu'elle souhaitait voir se réaliser par la « voie révolutionnaire » et dans l'unité. Les étudiants utilisèrent diverses armes dans leur lutte anti-coloniale - qu'ils poursuivirent d'ailleurs après les indépendances de 1960 en s'opposant au néo-colonialisme et à l'impérialisme : déclarations de principe, manifestations, relations internationales. Ils mobilisèrent dans ce combat le savoir qu'ils avaient acquis dans les universités françaises de même que celui de la bibliothèque marxiste de l'époque. La revalorisation des cultures africaines fut un des enjeux importants de cette lutte menée par des intellectuels, futures élites de « l'Afrique de demain ».

Mots-Clés : Étudiants africains – Syndicalisme étudiant – Anti-colonialisme – Culture africaine – Marxisme – Diaspora - FEANF

En 1960, quatorze pays d'Afrique francophone acquièrent leur indépendance. Indépendances octroyées ou indépendances conquises de haute lutte ? Chacun a mobilisé l'interprétation qui lui convenait le mieux. Ce qui est certain et que montre l'historien américain Frederick Cooper dans son dernier livre *Français et Africains ? : Être citoyen au temps de la décolonisation*<sup>ii</sup>, c'est que les négociateurs africains et français qui, après 1945, ont essayé de déconstruire l'empire pour bâtir autre chose n'avaient pas toujours pensé, voire même souhaité, l'indépendance, et ne l'avaient sûrement pas voulue telle qu'elle fut, c'est-à-dire sous la forme d'États-nations consacrant la balkanisation du continent. D'une certaine façon, ils improvisaient au gré de la situation. Toujours est-il que les plus fervents opposants aux négociations – et aux négociateurs - qui balisèrent les années qui vont de la fin de la deuxième guerre mondiale à « L'Année de l'Afrique »<sup>iii</sup>, furent les étudiants, poursuivant leur cursus en Afrique ou en France. Ils furent incontestablement des précurseurs dans la formulation radicale de l'idée d'une indépendance à acquérir par la voie révolutionnaire, et donc dans le rejet non moins radical de l'ordre colonial, de même que de celui du processus de négociations, prélude aux indépendances de 1960. Ils dénièrent également, en toute logique, aux chefs des États devenus indépendants, quelque légitimité que ce soit. Il y avait pour eux, dans ces indépendances négociées et, partant, dans la création des nouveaux États-nations, comme un péché originel. En France même, aux effets de la jeunesse, s'ajoutait l'« effet diaspora », toujours vecteur de radicalisation.

Il sera question ici des étudiants africains poursuivant leurs études en France et de leur mouvement. La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) fut avant et après 1960, de 1951 à 1980, date de sa dissolution par le gouvernement Raymond Barre, leur instance la plus représentative. La FEANF s'opposa résolument à toutes les réformes institutionnelles qui marquèrent l'après-guerre et la transformation de l'Empire : Union française, Loi-cadre et Communauté, et mena ses actions selon diverses directions, de même

que sur des terrains aussi bien hexagonaux qu'internationaux. Elle fut rebelle à l'ordre colonial, sans aucun doute, non seulement parce qu'elle prit, véritable intellectuel collectif, des positions radicales et tenta des actions en conséquence, mais aussi par un travail d'éducation - ou d'auto-éducation - et de valorisation des cultures africaines. Sans compter, de façon plus banale, le souci de la vie quotidienne des étudiants. 1960 ne mit pas fin à son action, puisque ses dirigeants pensèrent les continuités plutôt que les ruptures et s'insurgèrent contre l'ordre néo-colonial ou impérial, contre des gouvernements « fantoches », « valets » de l'ancienne métropole ou de l'impérialisme. Si l'indépendance est en soi une formidable rupture, il existe, entre l'avant et l'après, bien des continuités que l'histoire de la FEANF permet aussi de mettre en lumière.

Il faut souligner, avant d'interroger les prises de position, actes et pratiques de la FEANF, que le fait d'étudier en France peut être considéré comme un acte de révolte, implicite ou explicite, contre l'ordre colonial. Cet ordre fut effectivement très longtemps malthusien en matière d'enseignement, n'offrant aux Africains qu'un accès très restrictif à une formation de qualité et, partant, aux postes de responsabilité. Ce furent les écoles William Ponty et, plus tardivement, de Rufisque pour les filles<sup>iv</sup> en Afrique occidentale française (AOF), l'école Edouard Renard<sup>v</sup> en Afrique équatoriale française (AEF) et Le Myre de Villers<sup>vi</sup> à Madagascar, qui formèrent avec les instituteurs et les sages-femmes, les premières élites africaines. Les universités sur le sol africain n'ouvrirent qu'à l'extrême fin de l'empire : celle de Dakar en 1957 et celle de Tananarive en 1960. Les études en France furent donc longtemps la seule voie d'accès à un savoir supérieur. Quelques pionniers, dont le plus célèbre est Léopold Sedar Senghor, avec à ses côtés parmi d'autres Emile Faure, les frères Tojo Tovalou et Georges Quénum, Lamine Gueye, François Xavier Benga,<sup>vii</sup> en firent déjà l'expérience entre les deux guerres. Mais ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que vint en France un véritable contingent d'étudiants africains. Ils sont un peu plus de 2000 en 1950, 4000 (dont 1320 boursiers) en 1952-1953, 8000 en 1960 (17% de filles et 13% d'étudiants mariés, 44% de boursiers)<sup>viii</sup> et ce chiffre ne cessera d'augmenter. L'enjeu est en fait considérable. Il s'agit d'accéder à un enseignement de même qualité et de même niveau que celui des Français, ce qui, si l'on reste sur le continent africain, est loin d'être acquis. Une des revendications récurrentes avant les indépendances - revendication que partagent aussi bien les étudiants que les parlementaires africains - est d'avoir cet enseignement de même qualité, délivré pour ce faire du poids déterminant du Ministère de la France d'Outre-mer et des cohortes d'enseignants « au rabais » issues de ses cadres. Les études en France, dans le secondaire comme dans le supérieur permettent évidemment d'échapper à cet écueil et, comme le disait Senghor en une formule célèbre, « d'assimiler sans être assimilé » ou, comme l'écrit R. Tchidimbo : « Digérer et assimiler son instruction [de l'Europe], pour la dépasser en la fondant dans son génie propre, telle est donc la tâche assignée à cette génération de pionniers de la civilisation eurafricaine... »<sup>ix</sup>. Il y a donc déjà dans le fait de venir étudier en France une forme de prise de position militante plus ou moins explicite : acquérir ce savoir que l'on ne dispense qu'au compte-gouttes et dans de mauvaises conditions sur le continent africain, dans la perspective de former les élites de l'Afrique de demain. Acquérir ce savoir aussi pour s'en servir contre les colonisateurs, sans y perdre sa culture. Après 1960, la donne est différente et les slogans tant de la FEANF que ceux des étudiants contestataires restés au pays vont plutôt dans le sens d'un désir d'africanisation de l'enseignement délivré en Afrique. La FEANF envisage même un boycott des études en France, mot d'ordre soumis à son premier congrès post-indépendance. Mais ce désir de libération à l'égard de l'ancienne métropole se heurte au principe de réalité et ne sera finalement pas voté. Ce qui augmentera par contre nettement après 1960, c'est le nombre d'étudiants africains dans les pays de l'Est,

concurrence marquée au sceau de la guerre froide et de l'alliance de certains pays africains avec les « pays frères » du camp socialiste.

Il n'y eut longtemps aucune structure d'accueil spécifique pour les étudiants africains arrivant sur le sol français. Ce n'est qu'en 1955 que fut créé l'Office des Etudiants d'Outre Mer (OEOM), qui deviendra Office de Coopération et d'Accueil Universitaire (OCAU) en 1962<sup>x</sup>. Son rôle était d'accueillir, aider à loger, gérer les bourses, orienter, bien souvent d'ailleurs contre la volonté des intéressés et en fonction d'un arbitraire masqué par l'élaboration de tests assez peu scientifiques etc. Le rôle de l'OEOM/OCAU fut souvent très contesté - et contestable - du fait d'une gestion pour le moins paternaliste, pour ne pas dire raciste, de la situation.

Dans l'immédiat après-deuxième guerre mondiale, le seul interlocuteur des étudiants reste le Ministère de la France d'Outre-mer. Comme toute diaspora, les étudiants africains en France éprouvèrent vite le besoin de s'organiser, pour défendre leurs intérêts, pour se sentir moins seuls, pour réfléchir aussi au devenir de l'Afrique. Cette organisation se fit selon deux logiques différentes mais non antagonistes : une logique de territoire d'origine : les premiers à se regrouper furent les ressortissants des deux territoires sous mandat, le Togo et le Cameroun, suivis bientôt par les ressortissants de tous les autres territoires ; une logique de circonscription académique, c'est-à-dire de lieu d'études : étudiants de Paris, de Toulouse, de Montpellier, de Bordeaux etc. La FEANF, dès ses origines en 1950-1951, intégra les deux dimensions, territoriales et académiques, en les fédérant. Elle regroupa en son sein sections académiques<sup>xi</sup> et sections territoriales puis après 1960, nationales<sup>xii</sup>. Elle se dota en outre d'un conseil d'administration et d'un comité exécutif et organisa un congrès annuel, véritable parlement de la jeunesse, qui se tint tous les ans fin décembre après les congrès des associations territoriales/nationales. Nous n'insisterons pas ici sur son organisation qui a été parfaitement et précisément décrite par ses anciens membres qui s'en firent aussi les historiens<sup>xiii</sup>. La FEANF bénéficie d'un taux d'adhésion très important. En 1952, 1300 étudiants étaient déjà membres de la FEANF<sup>xiv</sup>. Ils seront 2500 en 1962. Ce qu'il faut souligner également, c'est que la FEANF, dans ses aspirations qui, au fond, ne sont que le reflet de sa structure est, par essence et par son existence même, panafricaine. Elle s'opposera vivement à la loi-cadre de 1956<sup>xv</sup>, par hostilité à l'égard de réformes considérées comme illusoires mais aussi par défense du panafricanisme limité certes de fait, dans son cas, à l'Afrique francophone, mais rêvé pour toute l'Afrique subsaharienne. Elle tentera de s'opposer, après les indépendances, aux tendances nationalistes centripètes.

La FEANF était non un parti mais un syndicat déclaré officiellement, avec des objectifs corporatistes. Mais qu'elle ne soit pas un parti ne lui interdisait pas de faire de la politique, et d'être un syndicat révolutionnaire. On peut citer à ce propos les mots d'Abdou Moumouni à Paris, en juillet 1951: « Il est dit que notre fédération n'adhère à aucun parti politique mais nulle part dans nos statuts il n'est dit que notre fédération ne fait pas de politique »<sup>xvi</sup>. Et la FEANF, effectivement, fit de la politique. Elle ne fut jamais monolithique et diverses tendances y coexistèrent toujours - catholique, marxiste, nationaliste etc - ainsi que différents motifs d'adhésion : se regrouper, participer à ses activités festives, jouir d'une protection, lutter contre le racisme et *last but not least*, ce qui faisait l'unanimité, lutter contre l'ordre colonial, sans jamais penser aucune concession possible. Ces raisons d'être à la FEANF ne sont pas toujours chimiquement pures mais on peut trouver chez les adhérents de complexes mélanges de chacune et, dans les plus politiquement innocentes, les formes d'une économie morale, d'un infra-politique propice à d'ultérieurs développements plus affirmés. La FEANF ne peut être réduite aux motions adoptées par ses congrès, ou aux prises de parole de ses

dirigeants mais ces motions et ces prises de parole disent toujours quelque chose de sentiments plus diffus à la base. Ce qui se fait et se dit au sommet est toujours le fragment d'une biographie collective.

### **Les évolutions idéologiques de la FEANF : l'indépendance par la révolution et dans l'unité**

Durant ses deux premières années, la FEANF fut gouvernée par des « modérés ». Sa première présidente, Solange Faladé, future psychanalyste lacanienne et fondatrice de l'Ecole freudienne, son secrétaire général Ahmadou Mohtar Mbow, futur ministre et directeur général de l'UNESCO, sont aussi, à côté d'Abdoulaye Ly, premier docteur africain en histoire et futur ministre, membres d'un Groupement Africain de Recherches économiques et politiques (GAREP). On les a considérés comme modérés parce qu'ils entendaient garder à la FEANF un caractère strictement corporatiste et qu'ils n'étaient pas marxistes. Mais la situation va changer par la suite avec une radicalisation qui s'exprime de différentes façons : une opposition croissante aux parlementaires africains voire aux partis africains considérés comme des traîtres, même si le contact n'est pas rompu ; une alliance conjoncturelle ou plus structurelle avec le communisme ; une hégémonie croissante du discours marxiste ; et enfin, le combat pour l'indépendance dans l'unité et par la voie révolutionnaire. Après Solange Faladé, les présidents seront soit sénégalais (Edouard Sankhale, Mamadou Dia) soit originaires des territoires sous mandats : Cameroun et Togo (Albert Franklin, Benoît Ondua Balla, Noé Kutuklui). Or, depuis 1955 le Cameroun est en guerre contre la métropole – cette guerre coloniale encore largement méconnue<sup>xvii</sup> – et les étudiants camerounais de la FEANF sont proches ou membres de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), interdite. Ils sont donc impliqués dans une guerre coloniale, ce qui n'incline guère à la modération. Les Sénégalais vont également acquérir une position dominante par leur forte représentation au Comité Exécutif. Mais l'essentiel sans doute se joue dans le rapport au communisme et au marxisme, ce qui n'est pas tout-à-fait la même chose. Le Parti communiste est d'une certaine façon un allié naturel, alliance plus ou moins opportuniste selon les cas. Quelques étudiants de la FEANF sont adhérents au parti, tels Benoît Ondua Balla, Amady Aly Dieng, Ousmane Camara, Babacar Niang, Seyni Niang, sans être toujours d'accord avec sa politique coloniale etc. Ils se réunissent au sein d'un groupe dit « groupe de langues », dont on ne trouve malheureusement pas de traces dans les archives du PCF conservées à Bobigny. Mais au-delà des cas d'adhésion, la FEANF bénéficie de l'aide matérielle du PC : prêt de salles par exemple, ou aide financière directe<sup>xviii</sup>. En même temps, l'articulation entre le national et le social pose problème, ainsi que le type d'indépendance envisagé : l'Afrique libérée sera-t-elle socialiste ? L'Afrique libérée sera-t-elle unie ? Au primat de la question des classes telle qu'elle est analysée au PCF répond le primat de la question nationale chez les étudiants africains. Les étudiants connaissent la « Lettre à Maurice Thorez »<sup>xix</sup> d'Aimé Césaire par laquelle ce dernier rompt de manière retentissante, après le rapport Krouchtchev, avec le Parti communiste français, et où il proclame :

« Un fait à mes yeux capital est celui-ci : que nous, hommes de couleur, en ce moment précis de l'évolution historique, avons, dans notre conscience, pris possession de tout le champ de notre singularité et que nous sommes prêts à assumer sur tous les plans et dans tous les domaines les responsabilités qui découlent de cette prise de conscience. Singularité de notre « situation dans le monde » qui ne se confond avec nulle autre.

Singularité de nos problèmes qui ne se ramènent à nul autre problème. Singularité de notre histoire coupée de terribles avatars qui n'appartiennent qu'à elle. Singularité de notre culture que nous voulons vivre de manière de plus en plus réelle.

En tout cas, il est constant que notre lutte, la lutte des peuples coloniaux contre le colonialisme, la lutte des peuples de couleur contre le racisme est beaucoup plus complexe - que dis-je, d'une tout autre nature que la lutte de l'ouvrier français contre le capitalisme français et ne saurait en aucune manière, être considérée comme une partie, un fragment de cette lutte..... »<sup>xx</sup>

Néanmoins les membres de l'Association des Etudiants du Rassemblement Démocratique Africain (AERDA) s'étaient opposés au désappareillement de leur parti d'avec le PCF, au moment du « repli stratégique » effectué par Félix Houphouët-Boigny en 1950. Ces étudiants, quand ils étudient en France, sont aussi membres de la FEANF. Mais quelles que soient les affinités plus ou moins grandes avec le PC, le primat du marxisme s'impose peu-à-peu dans la direction de la FEANF. On pourrait sans doute dire que la réussite du marxisme tient au fait qu'il est pensé comme un langage universel, qui réinscrit le colonisé dans le registre du progrès tout en proposant une subversion radicale de l'ordre du monde. Et ce, fondé sur une analyse scientifique et sur des lois de l'histoire qui donnent absolument tort aux colonisateurs, réinscrivent l'Afrique dans un avenir qu'elle fabriquera, envers et contre ceux qui ont été jusqu'à lui dénier toute évolution et l'ont voulu figée dans une attente immuable. En 1957, l'étudiant Majhemout Diop crée à Thiès le Parti africain de l'indépendance (PAI) qui se réclame du marxisme, appelant de ses vœux dans son manifeste fondateur une Afrique indépendante et socialiste. La majorité des membres du CE de la FEANF deviennent, tôt après la création du parti, également membres du PAI. Majhemout Diop avait déjà été l'auteur d'un retentissant article paru en 1953 dans *Présence africaine* : « L'unique issue : l'Indépendance totale »<sup>xxi</sup>, où il affirmait l'antériorité nécessaire de la révolution nationale sur la révolution sociale tout en ne coupant pas les ponts avec le communisme : « Dans leur lutte pour la libération nationale, les peuples coloniaux se trouvent avoir des alliés naturels. En effet, les communistes bien qu'internationalistes, se trouvent poussés par la logique interne de leur système, obligés de soutenir les mouvements d'émancipation des peuples coloniaux »<sup>xxii</sup>. La conjugaison du nationalisme et du marxisme va donner naissance au mot d'ordre que la FEANF adopte à son VIII<sup>e</sup> congrès, tenu à Paris en décembre 1957 : « Compte tenu de la nature particulière de l'impérialisme français, l'indépendance doit être conquise non par une addition de réformes illusoires mais par une lutte révolutionnaire des masses populaires africaines », le congrès appelle à « l'organisation d'un front uni des forces patriotiques pour libérer le pays ». Le mot d'ordre dominant devient celui de l'indépendance, mais une indépendance à conquérir par des voies révolutionnaires et non par une négociation dans laquelle se sont compromis les parlementaires et représentants des partis politiques africains. On peut voir là une sorte de croyance dans le caractère purificateur et salvateur de la violence, défiant les compromis. Cela préfigure les thèses des *Damnés de la terre*<sup>xxiii</sup> et peut-être plus encore celles de la préface que leur a donné Jean-Paul Sartre, en 1961. Le temps de *l'Orphée noir*<sup>xxiv</sup> n'est plus, celui du peuple révolté advient. Et de ce peuple révolté, la FEANF se veut l'intellectuel organique. Il est vrai que les exemples algériens et camerounais sont là tout proches. La FEANF se rapproche de l'Union Générale des Etudiants Musulmans d'Algérie (UGEMA), interdite en 1958, et rompt avec l'UNEF jusqu'à ce que le syndicat étudiant change de position sur la question algérienne. Elle soutient très officiellement le peuple

algérien en guerre et le FLN. Certains de ses membres sont des porteurs de valises. Ousmane Camara raconte par exemple dans ses mémoires comment : « Périodiquement, je rencontre à la cité universitaire d'Anthony, une étudiante algérienne disant s'appeler Zohra qui me remet le courrier pour la direction de l'UGEMA installée en Suisse. Très souvent par train et parfois par avion je fais le va-et-vient entre Paris et Lausanne où la direction de l'UGEMA s'est établie »<sup>xxv</sup>. Il semble, d'après Amady Aly Dieng, que ce soit le même Ousmane Camara qui ait eu la responsabilité de la publication d'un opuscule, rédigé par quatre avocats dont Jacques Vergès, alors secrétaire général d'un Comité anti-colonialiste<sup>xxvi</sup> et violent pamphlet contre la guerre d'Algérie. Ce texte intitulé *Le Sang de Bandoeng*<sup>xxvii</sup> sera saisi dès parution. De même sera interdit le numéro de *l'Etudiant d'Afrique noire*, l'organe de la FEANF, consacré à la guerre du Cameroun et intitulé : *Nazisme et Attila au Cameroun*<sup>xxviii</sup>. Dans les deux textes, les exactions de l'armée française sont comparées à celles commises par les Nazis. Bien que les étudiants catholiques aient de leur côté, pour faire pièce à l'idéologie marxiste, créé sous l'égide de Joseph Ki-Zerbo, Albert Tévoédjré et Jean Pliya, le Mouvement de libération nationale (MLN) en 1958, c'est malgré tout le marxisme qui restera l'idéologie dominante jusqu'à la mort de la FEANF, comme si ses membres obéissaient aux vœux d'Aimé Césaire en faisant de leur fédération : « Une forme d'organisation où les marxistes seraient non pas noyés, mais où ils joueraient leur rôle de levain, d'inspirateur, d'orienteur et non celui qu'à présent ils jouent objectivement, de diviseurs des forces populaires »<sup>xxix</sup>. Dans les années 1960, le PAI, resté « orthodoxe », c'est-à-dire proche de la ligne soviétique perdra de son influence au profit des Groupes Marxistes Léninistes (GML), qui considèrent que seule la Chine puis l'Albanie sont restées fidèles à la ligne marxiste-léniniste, clivage qui n'est certes pas le seul fait des étudiants africains. En 1965, les « pro-chinois » acquièrent la majorité au CE. La FEANF entretient alors avec la Chine, et surtout avec l'Albanie d'excellents rapports. La scission entre pro-chinois et pro-soviétiques s'observe également dans les diverses associations nationales. L'indépendance une fois acquise, il s'agit au moins de continuer le combat pour gagner l'Afrique au socialisme scientifique, dont on espère toujours l'avènement, tandis que le panafricanisme reste, envers et contre la réalité, un horizon d'attente.

Au-delà des textes, résolutions et prises de position publiques, qui lui valent d'ailleurs moult tracasseries policières et judiciaires, de nombreuses interdictions et obligent certains de ses membres à de provisoires exils, la FEANF a aussi une politique de présence : présence en Afrique, avec, par exemple, l'organisation d'une université populaire ou de cours d'été ; présence en Afrique toujours, pour militer pour le non au referendum de 1958<sup>xxx</sup> ; présence sur la scène internationale en général : elle envoie des délégués aux conférences internationales qui ont succédé à la conférence de Bandoeng, aux festivals mondiaux de la jeunesse.... La liste en est longue. Amady Aly Dieng en a dressé le catalogue : conférence africaine du Caire (décembre 1957), conférence afro-asiatique du Caire (février 1958), conférence d'Accra (avril 1958), conférence des peuples africains (décembre 1958), conférences panafricaines des étudiants et travailleurs à Tunis, Brazzaville et Conakry (1959), la conférence afro-asiatique de Conakry (1960), le festival mondial de la jeunesse et des étudiants à Moscou (1957), le festival de la jeunesse pour la paix et l'amitié à Vienne (1959)<sup>xxxi</sup>. L'accueil triomphal reçu dans certains cas, comme à Moscou en juillet 1957, que rapporte Abdoulaye Booker Sadji, membre de la délégation de la FEANF, est aussi un baume aux blessures narcissiques provoquées par l'humiliation coloniale :

« ...Et puis, descendus des camions, nous voici en marche pour le stade central Lénine. On y accède en rangs compacts, par délégation et par ordre alphabétique. Le stade est un vaste

amphithéâtre qui, normalement, contient 110.000 personnes ; il est difficile, sinon impossible, de s'imaginer ces milliers de personnes serrées les unes contre les autres, acclamant l'arrivée de chaque délégation.

Notre tour arrive. Précédés de tam-tams, tout en dansant, nous pénétrons dans l'arène. Les acclamations redoublent. Des milliers de bouches surgissent ces cris sans fois répétés : « Afrika ! Afrika ! Afrika ! ». Arrivés en face de la tribune des membres du parti et du gouvernement de l'URSS, nous nous arrêtons un instant et tous se lèvent, pour nous saluer, nous souhaiter la bienvenue. Comme pour ne pas manquer un spectacle si beau, on voit Monsieur Nikita Krouchtchev qui manie nerveusement sa lorgnette..... »<sup>xxxii</sup>

Les liens avec l'Est et le camp socialiste passe beaucoup par l'Union Internationale Etudiante (UIE) de Prague dont la FEANF est adhérente depuis 1956, qui lui donne chaque année la possibilité de répartir quelques bourses pour l'Europe de l'Est, non sans conflits dans les attributions, si l'on en croit Charles Diané<sup>xxxiii</sup>. Il faut noter à ce propos qu'il n'y a pas là seulement un désir de voyages mais un souci de reconnaissance. La scène internationale confère une légitimité à ce que représentent les diverses délégations envoyées par la FEANF, c'est-à-dire à la revendication d'indépendance et l'aspiration au socialisme dont elles sont porteuses. On ne soulignera d'ailleurs jamais assez ce rôle central joué dans l'accès aux indépendances, même si celles-ci n'ont pas pris la forme souhaitée, par la diplomatie et les relations internationales. Et la FEANF, de même que les partis, fait largement œuvre de diplomatie. Ces très nombreux voyages se poursuivront après l'indépendance dans un contexte d'offres démultipliées par la concurrence induite par la guerre froide, et par la querelle sino-soviétique, et donc le souci des camps antagonistes de se rallier ce qu'on appelle alors le Tiers-Monde. Ils témoignent aussi d'une mondialisation des oppositions, d'une circulation planétaire de pratiques militantes, qu'elles soient syndicales ou étudiantes/intellectuelles.

La FEANF mobilise aussi les formes d'action classiques d'un syndicat ou d'un parti : manifestations, en particulier devant le Ministère de la France d'Outre-mer avant 1960, grèves des cours, par exemple par soutien à l'UGEMA, manifestations sur la voie publique. La FEANF appelle à de grandes manifestations telles celle du 11 février 1960 contre l'explosion de la bombe A dans le Sahara et celle du 15 février 1961 en réaction à l'assassinat de Patrice Lumumba. Mais cela entraîne de nombreuses expulsions du territoire français<sup>xxxiv</sup> et la FEANF décidera dès lors de ne plus manifester sur la voie publique, réservant les démonstrations à des territoires plus spécifiquement « africains », tels, après 1968, les ambassades d'États auxquels les étudiants sont généralement hostiles<sup>xxxv</sup>. Ces ambassades, morceaux des territoires nationaux sont systématiquement occupées à la fin des années 60 et au début des années 70, en général pour protester contre un événement survenu dans le pays d'origine. Il y a d'ailleurs là un « effet de mode » : les occupations – d'usine, d'écoles, d'universités etc - font, dès avant Mai 68, partie du répertoire militant. Mais aussi, et logiquement, les luttes de la FEANF se sont nationalisées après 1960 et concernent surtout les politiques menées sur le continent africain.

### **Les acquis corporatistes : un pouvoir**

On ne peut non plus oublier les dimensions corporatistes des luttes de la FEANF ni y voir un simple conformisme. Le corporatisme, c'est aussi un souci de mieux-être en France pour les étudiants et cela renvoie à toutes les revendications et grèves dont avaient été le théâtre les internats coloniaux, sur le sol africain. Ces grèves portaient généralement sur les conditions matérielles, sur l'alimentation à laquelle il était souvent reproché d'être mauvaise, ou de ne

pas tenir compte des habitudes africaines. Or beaucoup de dirigeants de la FEANF ont fait ainsi leurs premières armes dans des conflits de lycées. Le mieux-être, dans le cas des étudiants africains c'est aussi un souci de dignité, l'accès à des conditions de vie équivalentes à celles du colonisateur. Ce souci de dignité, d'égalité, de conditions de vie équivalentes traversent toutes les grandes grèves qui ont balayé le continent dans les années 1950<sup>xxxvi</sup>. A des administrateurs ou patrons considérant que le niveau de vie et, partant, les salaires des Européens, doivent rester supérieurs, s'opposent des ouvriers ou manœuvres qui luttent pour l'égalité de traitement et de condition. De même les étudiants, quand ils demandent des bourses décentes, ou leur augmentation, quand ils défendent leur accès au logement, le font dans ce même souci d'égalité. L'étudiant africain arrivant en France se heurte à de réels problèmes. La part des logements réservés est dérisoire qu'il s'agisse à Paris de la Maison de la France d'Outre- Mer de la Cité universitaire du boulevard Jourdan, de la résidence Jean-Zay à Antony ou du 69 boulevard Poniatowski réservé aux ressortissants de l'Afrique de l'Ouest, de places en foyers ou encore de quelques places en HLM. Le racisme est une donnée ordinaire quand il s'agit pour un particulier de loger un étudiant d'Outre-mer<sup>xxxvii</sup>. Une enquête de 1961 arrive à la conclusion que 40% des particuliers s'y refusent. L'enjeu corporatiste diffère en cela de celui de l'UNEF par exemple parce qu'il est surinvesti par un désir plus radical de ne pas être traité comme un colonisé. Il a, incontestablement, une dimension subversive. La FEANF, quelle que soit la tendance de ses leaders, se battra pour avoir un pouvoir de gestion dans la commission des bourses puis à l'OEOM après la création de celui-ci. Siégeront effectivement dans le CA de ce dernier organisme ses représentants. Quand l'OEOM, après les indépendances, disparaîtra pour céder la place à l'OCAU, ce ne sera plus le cas et tout au long des années 60 et 70 la FEANF essaiera sans résultat de regagner les sièges, et le pouvoir, ainsi perdus. Il en va de même dans les foyers des différents territoires et/ou États africains, à la résidence de la FOM ou au 69 boulevard Poniatowski, toutes institutions où les étudiants élisent des comités de résidents, ce qui, tout au moins avant 1960 fait écho à la revendication plus générale de gouvernance de l'Afrique par les Africains. Il s'agit, avec les foyers ou les résidences universitaires, de gérer soi-même son territoire, ce qui résonne très fort en ces temps où le pouvoir dans les divers territoires du continent est loin d'être acquis. Il y a là une forme de métonymie. On peut lire dans le même esprit les grèves de loyer et, en particulier, une grande grève en 1957-1958 dirigée par Charles Diané à la Cité universitaire. La grève va durer six mois et elle a pour cause une mauvaise gestion de la maison de la FOM, aux dires des étudiants<sup>xxxviii</sup>. La même Maison de la FOM, devenue résidence Lucien Paye sera « occupée » à diverses reprises au cours des années 60 et son personnel parfois séquestré. Ceci est d'autant plus important que les foyers, la Maison de la FOM du boulevard Jourdan<sup>xxxix</sup> ou le boulevard Poniatowski<sup>xl</sup> sont devenus les lieux de la FEANF, dont les sièges ont été toujours soumis à divers aléas et vicissitudes, financières ou politiques. Les points stables de l'ancrage sont ces résidences, d'autant plus quand elles sont gérées par les étudiants. Ces lieux sont considérés par les renseignements généraux comme des « foyers de propagande extrémiste »<sup>xli</sup>. Voyons plutôt les descriptions qui en sont faites et qui témoignent de l'ancrage de la FEANF.

« Le pavillon de la FOM, la maison de l'AOF bd Poniatowski dans le 12<sup>e</sup> arrondissement et la Résidence universitaire Jean Zay d'Anthony forment le triangle de ce qui pourrait s'appeler « Little Senegal ». Au côté des étudiants régulièrement attributaires de chambres, évoluent une armée de clandestins aux occupations plus ou moins avouables. ...Au milieu des trafics et échanges de tous genres, la politique demeure omni-présente. »<sup>xlii</sup>

Charles Diané voit un certain partage des rôles :



« De fait, la Cité internationale et le pavillon de la France d’Outre-mer du 47 boulevard Jourdan sont devenus pratiquement le point de chute de tous ceux qui, ayant achevé le premier cycle universitaire à Dakar, sont automatiquement orientés sur la France. A l’opposé et de l’autre côté de la petite ceinture parisienne, la Maison d’Afrique du boulevard Poniatowski, à la Porte Dorée, est le domaine des durs du mouvement, de ceux qui sont de toutes les pétitions, de toutes les manifestations, de toutes les marches.

C’est aussi le véritable fief du PAI. Ici, le titre de gloire, c’est l’expérience acquise dans les batailles au quartier latin. Là-bas, au boulevard Jourdan, on s’installe avec les auréoles acquises sur le terrain, en Afrique même. .... »<sup>xliii</sup>

Ou encore « C’est le repère numéro 1 de la FEANF et de l’extrémisme africain. C’est à Poniatowski que se tiennent en général les réunions que l’on cherche à protéger des oreilles indiscretes. C’est de Poniatowski que partent les mots d’ordre »<sup>xliv</sup>.

Voyons ce qu’en dit le chargé de mission Valigny pour la Maison de la FOM :

« ....la visite des chambres donne de l’état d’esprit des locataires une idée bien précise. Il s’agissait de l’occupation d’une sorte de forteresse que l’on organisait au mieux pour y durer et pour y résister. Aux murs, des slogans, des cartes, des tracts, des sortes de dioramas souvent malhabiles et curieusement primaires. De la FEANF, la jarre aux cent trous, bouchés par des mains associées<sup>xlv</sup> avec, accolé comme instrument de progrès et de civilisation, un magnifique pistolet-mitrailleur. Des slogans vengeurs et toutes les traces d’un départ hâtif.... .... »<sup>xlvi</sup>.

Corporatisme et politique sont étroitement mêlés en un même désir de reconnaissance en dignité. Il est un dernier élément, surinvesti d’une forme de vocation politique. C’est le rapport à la culture et la dimension militante inhérente à l’acte même de lire, d’acquérir et de transmettre.

### **Le savoir : une arme**

Les membres du GAREP qui ont présidé aux premières heures de la FEANF étaient peut-être considérés comme des modérés, nous l’avons vu, et n’étaient pas marxistes, mais c’étaient de fins connaisseurs du marxisme. Le GAREP avait été et était toujours un lieu de lectures et de discussions des textes marxistes. Contrairement à beaucoup d’étudiants, qui seront imprégnés d’une vulgate apprise dans quelques textes de Georges Politzer, Staline ou Mao Tsé-Toung, les membres du GAREP lisent Marx, Engels et Lénine mais aussi Rosa Luxemburg et Karl Kautsky. Ce sont eux qui traduiront le texte de N’Krumah : *Towards colonial freedom*<sup>xlvii</sup>. Ces lectures d’une bibliothèque progressiste, cet appétit de savoir et de connaissance, cette véritable boulimie pour certains, sont à la fois une revanche vis-à-vis de très paternalistes pouvoirs, un besoin d’une instruction dont on a voulu les sevrer – et une bombe à retardement. La France, ses bibliothèques et ses librairies permettent aux étudiants d’assouvir leur envie de connaître une culture dont ils font une arme, et de trouver au cœur même de cette culture les connaissances qui la remettent en cause. La plupart des dirigeants de la FEANF sont de grands lecteurs et débatteurs (« les meilleurs » disent d’ailleurs d’eux les renseignements généraux eux-mêmes) ce qui en fait aussi de véritables « têtes politiques ». Amady Aly Dieng, qui fut président de la FEANF en 1960 a dressé le portrait de la bibliothèque du militant, composée de livres puisés aux catalogues des éditions sociales, des éditions du Progrès, des éditions de Pékin ou, à partir de 1959, des éditions Maspero : *L’impérialisme, stade suprême du capitalisme*<sup>xlviii</sup> et *Que Faire*<sup>xlix</sup> de Lénine, *Les Principes du léninisme*<sup>l</sup> de Joseph Staline ou son *Le Marxisme et la question coloniale et nationale*<sup>li</sup>, *Grève*

de masse, *Partis et syndicats*<sup>lii</sup> et *L'Accumulation du Capital*<sup>liii</sup> de Rosa Luxemburg, Ce sont *De la contradiction, de la pratique*<sup>liv</sup> et *La démocratie nouvelle*<sup>lv</sup> de Mao Tsé-Toung. On lisait aussi *Les principes fondamentaux de philosophie*<sup>lvi</sup> de Georges Politzer, directeur du Centre d'études et de recherches marxistes dont les cours étaient considérés comme obligatoires pour le militant du PAI en France. Ces lectures venaient compléter la connaissance d'un patrimoine classique, souvent déjà partiellement acquise à l'arrivée en France. Ainsi Ousmane Camara avait lu, nous rapporte-t-il dans ses mémoires : *La petite Fadette, Tarass Boulba, Les trois Mousquetaires, Poil de Carotte, les Pieds Nickelés*<sup>lvii</sup> .....Et bien sûr, il existait une bibliothèque africaine et/ou nègre, en tête de laquelle figurait Aimé Césaire – bien qu'il ne soit pas lui-même africain – dont le *Cahier d'un retour au pays natal*<sup>lviii</sup> était un best-seller chez les étudiants. Quand les étudiants africains s'intéressaient à la négritude, c'était bien plus à celle de Césaire, ou de Gontran-Damas, qu'à celle de Senghor, dont l'*Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache* a dû une partie de sa notoriété à sa retentissante préface : *L'Orphée noir* de Jean-Paul Sartre<sup>lix</sup>.

A côté du désir de connaissance de la culture des colonisateurs - y compris la bibliothèque coloniale -, dans ce qu'elle avait de plus classique mais aussi dans sa part subversive, il y avait une réflexion sur la culture africaine et un désir de la faire connaître. La FEANF organisa, avant 1960, des colonies de vacances, où furent jouées des pièces tirées du répertoire oral africain, elle organisa régulièrement, avant et après les indépendances des « Nuits de l'Afrique » qui étaient aussi, au-delà de leur caractère purement festif qui pouvait attirer les étudiants éloignés de tout militantisme, des occasions de donner à voir des pans de cette culture. S'y produisirent par exemple les fameux ballets de Fodeba Keita. Des semaines culturelles étaient l'occasion de donner des conférences sur l'histoire de l'Afrique, de réfléchir sur les langues africaines. Des expositions d'Art nègre ont également été organisées par la FEANF, en province comme à Paris. Les étudiants eux-mêmes produisaient ou adaptaient des pièces. C'est le cas, avant les indépendances, d'Abdoulaye Ly, d'Abdoulaye Wade, futur président du Sénégal et animateur de la section de Grenoble de la FEANF. C'est le cas, après les indépendances, et pour prendre un autre exemple, des étudiants centrafricains quand ils écrivent et jouent (malgré les tracasseries de la censure) une pièce intitulée *Le Commencement de la fin*<sup>lx</sup>, qui est une charge au vitriol contre Bokassa. Faire de la culture, de leur culture une arme, et en même temps apprendre eux-mêmes à la mieux connaître faisait partie intimement de l'habitus étudiant.

*L'Etudiant d'Afrique noire*, l'organe de la FEANF, s'étend cependant peu sur les questions culturelles. Mais la FEANF est liée à Présence africaine, la librairie revue maison d'édition fondée par Alioune Diop, et à la Société africaine de culture dont il a également été le fondateur. Certains de ses membres y écrivent et un numéro spécial est tôt consacré aux étudiants : « Les Etudiants noirs parlent » qui, à côté des descriptions sur la condition difficile des étudiants africains en France ou sur le problème des mariages mixtes s'intéresse aussi, au rapport entre culture africaine et culture latine<sup>lxi</sup>, et publie poèmes et nouvelles émanant d'auteurs africains<sup>lxii</sup>. La Société africaine de culture, qui a été l'organisatrice des deux grands congrès des écrivains et artistes noirs (Paris, 1956 et Rome, 1959) a pour vocation explicite de donner à voir au monde la culture du monde noir. Cheikh Anta Diop, que l'on ne peut manquer de citer pour une œuvre vite devenue célèbre<sup>lxiii</sup> écrit dans *Présence africaine*. Par ailleurs secrétaire général de l'AERDA, il fut un de ceux qui alla le plus avant dans la quête des origines de la culture africaine. On connaît ses thèses sur l'Egypte royaume noir. Il prône également l'adoption d'une langue unique pour toute l'Afrique, à choisir parmi les six grandes langues les plus parlées sur le continent. A la Semaine culturelle de Rennes, organisée par la FEANF en juillet 1959, Cheikh Anta Diop expose « de façon claire la

méthode pour intégrer toute la réalité concrète et abstraite, même celle de l'univers moderne, dans une langue comme le Wolof»<sup>lxiv</sup>. L'influence de Cheikh Anta Diop fut considérable. Ses écrits, aussi contestés furent-ils parfois, redonnaient à l'Afrique sa place dans l'ordre des civilisations, lui attribuait une antériorité chronologique dans leur invention, en faisait même la matrice de la civilisation gréco-romaine. Nulle part mieux sans doute que chez Cheikh Anta Diop on voit ce désir de faire de la culture une arme. Redonner à l'Afrique une place dans le concert des civilisations était aussi le projet de la FEANF, en faisant de la culture, des cultures, une arme.

À la question posée par ce dossier, « les étudiants africains en France furent-ils rebelles à l'ordre colonial ? », la réponse est éminemment positive. Ils le furent, profondément et, pourrait-on dire, presque intrinsèquement. Leur existence, leurs réussites scolaires permettaient de montrer aux colonisateurs leur capacité à faire aussi bien qu'eux, tout en restant porteurs d'un patrimoine spécifique. Ils ont fait du biculturalisme une arme et se sont posés en futures élites d'une Afrique indépendante et socialiste qui pourrait offrir au monde un nouveau modèle. Comme toujours bien des espérances se brisèrent sur la réalité mais sans leurs rêves et leur combat, l'Afrique telle que nous la connaissons et qui se construit progressivement ne serait jamais advenue.

---

<sup>i</sup> Je remercie Danièle Voldman de sa relecture attentive.

<sup>ii</sup> Frederick Cooper, *Français et Africains : être citoyen au temps de la décolonisation*, Payot, 2014, 633 p.

<sup>iii</sup> L'année 1960 acquit le nom d'année de l'Afrique, du fait des 18 indépendances de pays africains (dont 14 de pays francophones).

<sup>iv</sup> Voir sur cette école : Pascale Barthélémy, *Africaines et diplômées à l'époque coloniale, 1918-1957*, Rennes, PUR, 2010, 344 p.

<sup>v</sup> Voir à ce propos : Claude-Ernest Kiamba. *Construction de l'Etat et Politiques de l'Enseignement au Congo-Brazzaville, de 1911 à 1997. Une contribution à l'analyse de l'Action publique en Afrique noire*, Thèse pour le doctorat en sciences politiques, Institut d'études politiques de Bordeaux; Université Montesquieu - Bordeaux IV, 2007, 416 p.

<sup>vi</sup> Voir : Anne-Marie Goguel, *Aux origines du Mai malgache : désir d'école et compétition sociale, 1951-1972*, Paris, Karthala, 2006, 378 p.

<sup>vii</sup> Voir : Amady Aly Dieng, *Histoire des organisations d'étudiants africains en France, 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 2011, 243 p. et Philippe Dewitte, *Les mouvements nègres en France, 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1986.

<sup>viii</sup> Fabienne Guimont, *Les Etudiants africains en France (1950-1965)*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 72.

<sup>ix</sup> R.Tchidimbo, « L'Etudiant africain face à la culture latine », dans Les Etudiants noirs parlent, *Présence africaine*, n°14, 1953, p 63.

---

<sup>x</sup> Voir à ce sujet Fabienne Guimont, *op.cit.*

<sup>xi</sup> En 1960, au moment du XII<sup>e</sup> congrès de la FEANF, les sections académiques seront les suivantes : Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Le Havre, Lille, Lyon, Aix-Marseille, Montpellier, Nancy, Nice, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours.

<sup>xii</sup> Toujours en 1960 les sections territoriales devenues nationales sont les suivantes : Association des étudiants de Côte d'Ivoire en France (AECIF), Association des étudiants dahoméens en France (AEDF), Association des étudiants guinéens en France (AEGF), Association des étudiants voltaïques en France (AEVF), Association des étudiants mauritaniens, Association des étudiants nigériens en France, Association des étudiants sénégalais, Association des étudiants maliens en France., Association des étudiants congolais (Brazzaville), Association des étudiants gabonais en France, Association des étudiants oubanguiens en France, Association des étudiants tchadiens, Association des étudiants togolais en France : jeune Togo, Union nationale des étudiants Kamerunais (UNEK). Les malgaches ont leur propre association, l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM) qui, bien qu'elle mène quelque fois des actions avec elle, n'est pas adhérente de la FEANF.

<sup>xiii</sup> Amady Aly Dieng, *Les premiers pas de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) : de l'Union française à Bandung, 1950-1955*, Paris, L'Harmattan, 2003, 374 p. ; Amady Aly Dieng, *Les grands combats de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France : de Bandung aux indépendances, 1955-1960*, Paris, L'Harmattan, 2009, 287 p. ; Charles Diané, *La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, Chaka, 1990, 190 p. ; Sékou Traoré, *La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France*, Paris, L'Harmattan, 1985, 102 p.

<sup>xiv</sup> Fabienne Guimont, *op. cit.*, p. 108

<sup>xv</sup> La Loi-cadre de 1956, dite loi Defferre, instaure des conseils de gouvernement élus au suffrage universel dans chaque territoire. Elle instaure également le collège unique. On lui reprochera, en autonomisant ainsi chaque territoire, de balkaniser l'Afrique.

<sup>xvi</sup> Cité par Amady Aly Dieng, *Les premiers pas de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF)*, *op.cit.*, p.184

<sup>xvii</sup> Sur la guerre du Cameroun on peut consulter : Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa, *Kamerun ! : une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte, 2011, 741 p.

<sup>xviii</sup> Cette aide financière est attestée à plusieurs reprises par les rapports des renseignements généraux et Ousmane Camara la confirme dans ses mémoires. Ousmane Camara, *Mémoires d'un juge africain*, Dakar/Paris, Karthala/Crepos, 2010, p. 45

<sup>xix</sup> Aimé Césaire, *Lettre à Maurice Thorez*, pref. d'Alioune Diop, Paris, Présence africaine, 1956, 15 p.

<sup>xx</sup> Consultée sur Internet le 29/10/2014 à l'adresse suivante : <http://www.combatenligne.fr/article/?id=2543>

<sup>xxi</sup> Majhemout Diop, « L'unique issue : l'indépendance totale. La seule voie : un large mouvement d'union anti-impérialistes », *Les Etudiants noirs parlent, Présence africaine*, n°14, 1953, p. 145-184

<sup>xxii</sup> Majhemout Diop, *Ibid.*, p. 176

<sup>xxiii</sup> Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre* ; pref. de Jean-Paul Sartre, Paris, Maspero, 1961, 244 p.

<sup>xxiv</sup> Léopold Sedar Senghor, *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française*; Avant-propos par Ch.-André Julien ; Notice biographique sur Léopold Sédar Senghor, par Aimé Patri. Précédée de *Orphée noir* par Jean-Paul Sartre, Paris, Presses universitaires de France, 1948, XLIV-227 p

---

<sup>xxv</sup> Ousmane Camara, *op.cit.*, p. 47

<sup>xxvi</sup> Ce comité réunit, outre la FEANF, les Malgaches, Martiniquais, Guadeloupéens et Antillais.

<sup>xxvii</sup> *Le Sang de Bandoëng*, par Khar N'Dofène Diouf, E. Razafindralambo, Raymond Fardin et Jacques Vergès, Paris, Présence africaine, 1958, 63 p. Bandoeng est la ville d'Indonésie où se tint la conférence du même nom qui marqua l'acte de naissance du Tiers-Monde. L'Afrique en était encore absente, ce qu'Alioune Diop évoquera en parlant du « grand blanc de Bandoeng ».

<sup>xxviii</sup> *L'Etudiant d'Afrique noire*, n°23, juin 1958, cité par Fabienne Guimont, *op.cit.*

<sup>xxix</sup> Aimé Césaire, *Lettre à Maurice Thorez*, *op.cit.*

<sup>xxx</sup> Le referendum de septembre 1958 portait sur une Constitution qui entérinait la création de la Communauté franco-africaine. Le Oui consacrait l'appartenance à cette Communauté. Le Non signifiait l'indépendance immédiate. Seule la Guinée vota non. Les syndicats regroupés dans l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN) avaient, comme la FEANF appelé à voter non.

<sup>xxxi</sup> Amady Aly Dieng, *Les grands combats de la FEANF...*, *op.cit.*, p.87-109

<sup>xxxii</sup> Abdoulaye Booker Sadj, *Le rôle de la génération charnière ouest-africaine : indépendance et développement*, Paris, L'Harmattan, 2006, p.233

<sup>xxxiii</sup> Charles Diané, *op. cit.*, p.164-165.

<sup>xxxiv</sup> En juillet 1960, expulsion du guinéen Mamadou Barry ; en janvier 1961 expulsions des camerounais Joseph Etoundi, Michel Ndoh, Jean-Martin Tchaptchet et Woungli-Massaga ; en février 1961, les guinéens Mamadi Keita, Sékou Traoré, Abdoul Ba, Thirno Diallo, Thierno Thiam, et les maliens Sékou Touré et Tioula Konate; en juillet 1961, les ivoiriens Marcel Anoma, Germain Bonny, Mory Doumbia, Abdoulaye Fadika, Jean-Baptiste Kebe-Memel, Charles Kouassi, Victor Mobioh, Gheho Siby, Francis Wodis (à la demande du gouvernement ivoirien) ; en octobre 1961 les camerounais Thomas Melone et François Epanya-Yondo ; en décembre 1961 les gabonais Joseph Ndong-Obiang et François Ondo-Nze (à la demande du gouvernement gabonais) Arch.nat.-OCAU 19780596/51-52. *Les expulsions d'étudiants originaires d'Afrique noire*, 15 janvier 1962, 4 p. Ces expulsions, quand elles ne sont pas faites à la demande des gouvernements le sont pour « activités subversives anti-françaises », par mesure de police suite à une manifestation ou par mesure de rétorsion (Guinée). Une majorité d'expulsés réussira néanmoins à s'échapper.

<sup>xxxv</sup> Voir par exemple à ce propos : *La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France*, Ministère de l'intérieur. Service de coopération technique internationale de police, juillet 1972, p. 9-11.

<sup>xxxvi</sup> Voir à ce propos : Omar Gueye, *Sénégal : histoire du mouvement syndical, la marche vers le code du travail*, Paris, L'Harmattan, 2011, 385 p.

<sup>xxxvii</sup> Les Etudiants d'Outre-mer en France, *Sondages*, n°3, 1961, p.10-11

<sup>xxxviii</sup> Charles Diané, *op.cit.*, p. 157-159

<sup>xxxix</sup> Les archives de la Maison de la FOM, qui deviendra Résidence Lucien Paye ont été déposées aux archives nationales avec l'ensemble de celles de la Cité internationale. Elles sont regroupées sous les cotes suivantes : Arch.nat.-CAC - DOSSIER 20090014/221-229

<sup>xl</sup> Sur Poniatowski, on peut consulter : Arch.nat.-CAC Dossier 960134/18. Sous-dossier Maison des étudiants de l'Ouest africain, 69 bd Poniatowski

<sup>xli</sup> 20 février 1962, *Les Foyers de propagande extrémiste des étudiants africains à Paris*, 5p. Arch.nat.-OCAU 19780596/51.

<sup>xlii</sup> Ousmane Camara, *op.cit.*, p.44

---

<sup>xliii</sup> Charles Diané, *op.cit.*, p.156

<sup>xliv</sup> Arch.nat.-OCAU 19780596/51 – 20 février 1962, Les foyers de propagande extrémistes des étudiants africains à Paris.

<sup>xl</sup> C'était l'emblème de la FEANF

<sup>xlvi</sup> Arch.nat.-CAC - Dossier 20090014/223 – Lettre du chargé de mission Valigny à Pierre Marthelot, 4 septembre 1972

<sup>xlvii</sup> Kwame Nkrumah, *Towards colonial freedom : Africa in the struggle against world imperialism*, Londres, Heinemann, 1962, XVIII-45 p.

<sup>xlviii</sup> V. Lénine. *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, essai de vulgarisation*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1947, 164 p.

<sup>xl</sup> V. I. Lénine, *Que faire ? Les questions brûlantes de notre mouvement*, Paris, Éditions sociales, 1947, 192 p

<sup>l</sup> J. Staline, *Des Principes du léninisme*, Paris, Éditions sociales, 1947, 94 p.

<sup>li</sup> J. Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Éditions sociales, 1949, 339 p.

<sup>lii</sup> Rosa Luxemburg, *Grève de masses, parti et syndicats*, Paris, F. Maspero, 1964, 96 p.

<sup>liii</sup> Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, Paris, F. Maspero, 1967, 2 vol. 303-239 p.

<sup>liv</sup> Mao Tsé-Toung, *Quatre essais philosophiques De la pratique De la contradiction. De la juste solution des contradictions au sein du peuple. D'où viennent les idées justes*, Pékin, Editions en langues étrangères, 1966, 156 p.

<sup>lv</sup> Mao Tsé-Toung, *La Démocratie nouvelle*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1955, II-87 p.

<sup>lvi</sup> Georges Politzer, Guy Besse et Maurice Caveing, *Principes fondamentaux de philosophie*, Paris, Éditions sociales, 1954, X-533 p.

<sup>lvii</sup> Ousmane Camara, *op. cit.*, p. 26

<sup>lviii</sup> Aimé Césaire, *Cahier d'un retour au pays natal*, Paris, Bordas, 1947, 96 p.

<sup>lix</sup> Léopold Sedar Senghor, *op.cit.*

<sup>lx</sup> Arch.nat.-CAC - Dossier 960134/18 . Le dossier comprend le texte de la pièce.

<sup>lxi</sup> R.Tchidimbo, « L'étudiant africain face à la culture latine », dans Les étudiants noirs parlent, *op.cit.*, p.54-64

<sup>lxii</sup> Les Etudiants noirs parlent, *op.cit.*, p.185-220

<sup>lxiii</sup> On peut citer le plus célèbre de ses ouvrages : Cheikh Anta Diop, *Nations nègres et cultures*, Paris, Editions africaines, 1954, 392p. – (Collection Présence africaine)

<sup>lxiv</sup> Amady Aly Dieng, *Les Grands combats de la FEANF....., op. cit.*, p. 162-163